

Burundi : les élections de 2010 devraient coûter 43 millions de dollars

@rib News, 03/09/2009 â€“ Source AFP Les Élections générales de 2010 au Burundi coûteront environ 43 millions de dollars et devraient être financées à plus de 80% par la communauté internationale, a annoncé jeudi le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). "Nous avons travaillé avec une mission d'évaluation des Nations unies et nous avons trouvé que le budget global des élections de 2010 au Burundi se chiffre à 43 millions de dollars américains", a déclaré Pierre Claver Ndayicariye.

À Plusieurs de ces bailleurs de fonds ont déjà annoncé leurs contributions à ces élections, même si ces fonds ne sont pas encore décaissés, toujours selon le président de la CENI, qui a cité notamment la Belgique (2 millions d'euros) et le PNUD (1,5 millions de dollars). "En fait, nous sommes à l'étape de mobilisation des fonds et nous allons créer une sorte de panier où toutes les contributions seront versées et dont la gestion sera assurée par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement)", a-t-il expliqué. Des élections générales sont prévues en 2010 au Burundi, qui tente de sortir depuis 2006 de 13 ans d'une guerre civile ayant fait au moins 300.000 morts. La communauté internationale a conditionné son apport financier à l'organisation d'élections libres et transparentes. "Je vous assure que si les Burundais s'engagent à avoir des consensus, des compromis sur le Code électoral, cela servira de déclic pour influencer certains pays et certains organismes internationaux qui veulent aider et financer les élections du Burundi", a assuré M. Ndayicariye. Lundi, l'Assemblée nationale burundaise a clôturé sa session de juin en reportant l'adoption, initialement prévue, d'un projet de Code électoral contesté par l'opposition. La veille, les ambassadeurs d'Afrique du Sud, de Tanzanie, des États-Unis, les représentants de l'Union européenne (UE) et de l'ONU s'étaient dit "inquiets" des divergences entre le parti présidentiel et l'opposition sur ce nouveau Code, les appelant à "renouer le dialogue". Le report de l'adoption du Code électoral "est une décision sage surtout qu'il vise officiellement un accord (...), mais nous appelons le parlement à agir vite car le temps presse", a estimé le président de la CENI. Mise en place début avril, la commission électorale burundaise, qui vient à peine d'être installée dans des bureaux équipés, n'a pas encore officiellement déclenché le processus électoral", selon son président. "On ne peut pas initier le recensement électoral, on ne peut pas avoir le calendrier électoral tant qu'on n'a pas le Code électoral (...)", a prévenu M. Ndayicariye, ajoutant que ce Code est "l'élément clé de tout le processus". En 2005, le marathon électoral organisé de mai à août au Burundi, censé marquer la fin d'un terme à la guerre, avait coûté environ 30 millions de dollars.